



Des membres du personnel de soutien en éducation du Nouveau-Brunswick ont entamé une grève de la faim de cinq jours en mai pour attirer l'attention sur le manque de justice et de respect de l'employeur à leur égard. La section locale 2745 du SCFP représente 3 300 membres qui font partie du personnel de soutien et en éducation dans les écoles et dans les bureaux des districts scolaires du Nouveau-Brunswick. Pour en savoir plus sur les régions, jetez un coup d'œil à l'intérieur, sous la rubrique « Scènes de la vie syndicale ».

Page 4

La publication trimestrielle du SCFP

scfp.ca

Été 2010

La Réplique

Grande victoire pour le traitement public des égouts en C.-B.



Keith Reynolds

Rassemblement devant les bureaux du District régional de la capitale de Victoria, avant la réunion clé au cours de laquelle les élus ont pris la décision finale en matière de traitement des égouts. À droite, Kim Manton, coordonnatrice de la campagne de la section locale 1978 du SCFP et, immédiatement à sa gauche, Randall Garrison, conseiller d'Esquimalt, qui appui le traitement public des égouts.

PAR ROSEANNE MORAN

La campagne en faveur du traitement public des égouts dans le Grand Victoria a remporté un immense succès ce printemps. Malgré d'intenses pressions exercées par le gouvernement provincial de Gordon Campbell, qui fait une promotion active de la privatisation, les élus locaux ont adopté un plan qui prévoit la prestation publique de la plus grande partie des services de traitement des égouts et de récupération des ressources.

Avec des militants locaux et des groupes communautaires, le SCFP a montré à la population à quoi ressemblerait le financement et l'exploitation des nouveaux services de traitement. Mauricio Navarette, président de la section

locale 1978 du SCFP, qui représente les travailleurs du District régional de la capitale (DRC), a affirmé que la campagne « Keep it Public » (Oui au public) du SCFP, de concert avec la coalition Eaux aguets du Grand Victoria et le Conseil des Canadiens, a beaucoup contribué à convaincre le conseil d'opter pour un traitement des égouts public et respectueux de l'environnement.

L'analyse de rentabilisation de février 2010 effectuée par les experts-conseils Ernst & Young Orenda Inc. montrait que l'exploitation entièrement publique était légèrement plus économique – malgré le recours à une méthodologie légèrement favorable à un partenariat public-privé (PPP). Les élus

locaux se sont aussi fiés au travail du très respecté juricomptable Ron Parks que le SCFP a chargé d'examiner l'analyse de rentabilisation. M. Parks a utilisé des hypothèses équilibrées et fondées sur le taux d'emprunt du gouvernement, et a conclu que l'acquisition publique était beaucoup plus avantageuse qu'un PPP.

Pendant les mois de février et mars, les citoyens et les entreprises locales ont solidement appuyé l'option du traitement public des égouts et affirmé qu'ils ne se laisseraient pas intimider par le gouvernement provincial. De nombreux entrepreneurs locaux ont déclaré que « les affaires locales sont de bonnes affaires » et que les PPP ne s'approvisionnent

pas localement, en plus de laisser des dégâts dans leur sillage. Les conseillers locaux les ont entendus.

Pour le SCFP et les militants communautaires, la prochaine étape sera de veiller à ce que l'exploitation publique soit au cœur de l'actualité dans les collectivités de Langford et Colwood, qui ont la possibilité d'adopter un modèle en PPP.

« Nous savons qu'il nous reste du pain sur la planche, mais il faut rendre hommage aux résidents et aux militants communautaires qui ont fait entendre leurs voix, ainsi qu'aux élus du DRC qui ont vraiment prêté l'oreille », a conclu Barry O'Neill, président du SCFP-C.-B.

scfp.ca/privatisation

SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique

La Réplique

La publication trimestrielle
du SCFP

ISSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le
Syndicat canadien de la fonction
publique. Adressez toutes lettres à la
rédaction à :

SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7
Téléphone : 613-237-1590
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non
distribuables à :

SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à
scfp.ca ou communiquez avec nous à
cupemail@cupe.ca

Rédactrice en chef : Catherine Louli
Directeur des communications :
Stephen Howard
Traduction : Louise O'Neill
Graphisme : Marnie Thorp

Adjointes à la rédaction :
Marjorie Savoie, Hélène Bélanger et
Manon Lajoie

Collaborateurs : Dan Gawthrop,
Janet Szliske, Roseanne Moran,
Lou Arab, Beth Smillie, Dennis
Lewycky, Pat Daley, James Chai,
Robert Lamoureux, Chris Watson,
Kevin Wilson, Wendy Forbes, Robert
Bellerose, Alexandre Boulerice,
Danielle Savoie, John McCracken,
Allison Gifford, Sébastien Goulet,
Karin Jordan, Colleen Reynolds, Ian
Clysdale.



Imprimé par une entreprise syndiquée
sur du papier recyclé à 50 %
contenant 30 % de matières recyclées
après consommation, et libre de
chlore élémentaire, certifié par le
Forest Stewardship Council.

**Syndicat canadien de la fonction
publique**

Conseil exécutif national
Président national – Paul Moist
Secrétaire-trésorier national –
Claude Généreux

Vice-présidences générales

Daniel Légère
Lucie Levasseur
Fred Hahn
Tom Graham
Barry O'Neill

Vice-présidences régionales

Wayne Lucas – Terre-Neuve-et-
Labrador
Danny Cavanagh – Nouvelle-Écosse
Sandy Harding – Nouveau-Brunswick
Milo Murray – Île-du-Prince-Édouard
Charles Fleury – Québec
Nathalie Stringer – Québec
Candace Rennick – Ontario
Michael Hurley – Ontario
Henri Giroux – Nord de l'Ontario
Mike Davidson – Manitoba
Judy Henley – Saskatchewan
Dennis Mol – Alberta
Mark Hancock – Colombie-
Britannique
Ken Robinson – Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité

Brian Barron
Yolanda McClean

Présents pour rebâtir Haïti



Le SCFP travaille avec la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP), un affilié de l'Internationale des Services Publics (ISP), pour offrir solidarité et soutien au peuple haïtien.

PAR SÉBASTIEN GOULET

Notre secrétaire-trésorier Claude Généreux a terminé le 7 mai une mission de sept jours visant à appuyer nos homologues haïtiens de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP). Voici ses observations sur la situation à Port-au-Prince et la solidarité intersyndicale, recueillies près de quatre mois après le séisme du 12 janvier 2010.

SG : Près de quatre mois après la catastrophe, comment vit-on à Port-au-Prince?

CG : Très, très difficilement. Les services publics, préoccupation centrale du SCFP, y sont absents. Voici un exemple révélateur : juste en face des ruines du palais présidentiel se trouve le Champ-de-Mars, et là, comme sur nombre de terrains plats de la ville, on assiste à une scène qui n'est pas humaine. Il y a là un immense camp complètement désordonné et anarchique. On dit des images qu'elles valent mille mots, mais dans ce cas, aucune image n'arrive à traduire cette calamité.

Heureusement, j'ai aussi pu voir des syndicats du secteur

de l'électricité qui sont en train de construire une communauté. Bien sûr, ce sont encore des abris temporaires, mais ils constituent une petite cité bien organisée de 700 ou 800 personnes. Ils ont établi des cuisines collectives et une façon de laver les vêtements; c'est le début, c'est l'émergence. Et c'est pour ça que le SCFP s'est rendu là-bas avec nombre d'autres syndicats de l'ensemble des Amériques : nous voulons contribuer, à notre manière très humble, à épauler les syndicats en Haïti.

SG : Quelle est la situation actuelle des syndicats haïtiens?

CG : Quand j'ai marché quelques heures avec les représentants de la CTSP d'Haïti, j'ai pu voir que le travail syndical sur place, présentement, est tout à fait particulier et difficile à comprendre d'un point de vue canadien. Ce n'est pas notre travail de proximité habituel de défense et de négociation des conditions de travail. Il s'agit plutôt de tenter de répondre aux besoins élémentaires d'une société où, à cause du séisme, 90 000 emplois ont disparu du jour au lendemain. Donc, 90 000

membres qui avaient de bons emplois n'ont plus d'emploi, la plupart n'ont pas de maison, et leurs enfants n'ont pas d'école.

SG : Comment le SCFP va-t-il continuer à épauler ses homologues?

Nous voulons appuyer directement les syndicats haïtiens, sur le terrain, afin qu'ils fassent émerger des solutions haïtiennes prenant en compte la voix des travailleurs. Ainsi, ils pourront développer une société juste et équitable avec des services publics de qualité.

CG : Concrètement, avec l'engagement de notre programme de justice mondiale et de sections locales, nous comptons déployer des militants du SCFP hautement qualifiés qui pourront, pendant plusieurs mois, appuyer sur place les syndicats haïtiens. En lien constant avec le Canada, ces experts aideront la CTSP à se doter de nouveaux bureaux, à redevenir fonctionnelle comme organisation et à prodiguer l'aide dont ses membres ont besoin : alimentation, logement, cliniques médicales, etc. À suivre, donc.

scfp.ca/videos/genereux-haiti

Il est temps de régler la crise des régimes de retraite



PAR ALLISON GIFFORD

« Tout le monde devrait avoir le droit de prendre sa retraite dans la dignité, croit Paul Moist, président national du SCFP. Mais partout au pays, des millions de personnes sont dans l'incertitude quant à leur avenir. »

En ce moment, au Canada, 11 millions de travailleurs n'ont aucun régime de retraite d'employeur. Dans le secteur privé, seul un

Canada, le SCFP a entrepris une campagne de longue haleine pour promouvoir une réforme nationale du système de régimes de retraite.

« Notre système de régimes de retraite actuel présume que les gens se débrouilleront, mais les résultats sont désastreux, affirme Paul Moist. Toutefois, si nos membres et nos militants font du bruit dans ce dossier et que nos dirigeants politiques ont la

actuelle de baby boomers aura pris sa retraite. »

La hausse du Supplément du revenu garanti (SRG) serait aussi une bonne mesure. Plus de 200 000 personnes âgées sont toujours pauvres et quelque 1,6 million d'aînés ont des revenus si maigres qu'ils sont admissibles au SRG. Mais même avec le SRG, de nombreuses personnes âgées se retrouvent à peine au-dessus du seuil de pauvreté. Une hausse du SRG permettrait de sortir de la pauvreté des centaines de milliers de retraités.

Enfin, Paul Moist croit que nos dirigeants fédéraux et provinciaux devraient faire adopter des lois plus strictes pour protéger les régimes de retraite actuels. « Il faut de meilleurs règlements pour protéger les régimes de retraite des travailleurs contre les faillites, les investissements à haut risque et la sous-capitalisation des employeurs. Les travailleurs – comme ceux de Nortel – ne devraient plus jamais avoir à renoncer à leurs pensions parce que leurs employeurs ont fait faillite. »

Selon M. Moist, le ministre des Finances Jim Flaherty prend une mesure positive en tenant des consultations à l'échelle du pays sur les régimes de retraite. Toutefois, ces rencontres ont en grande partie exclu les travailleurs et le ministre n'a pris aucun engagement concret.

« Il faut agir rapidement pour réformer le système de pensions. La retraite de notre génération et de la prochaine en dépendent. »

Pour un avenir plus sûr :

- Allez à scfp.ca/regimes-de-retraite et signez la pétition.
- Discutez avec votre famille et avec vos amis et demandez-leur de signer la pétition.
- Incitez votre section locale à appuyer la campagne sur les régimes de retraite.
- Visitez congresdutravail.ca/centre-daction.

En ce moment, au Canada, 11 millions de travailleurs n'ont aucun régime de retraite d'employeur.

travailleur sur cinq participe à un régime de retraite d'employeur.

Au sein du SCFP, 30 pour cent des membres n'adhèrent à aucun régime de retraite. « Ceux qui s'opposent à ce que les travailleurs aient accès à des régimes de retraite acceptables ont tout fait pour projeter une image fautive des régimes de retraite des employés du secteur public. Mais ces derniers ont versé d'importantes cotisations à leurs régimes et, à la fin de leur carrière, ils ne roulent certainement pas sur l'or. Le revenu de retraite moyen d'un employé qui compte 30 années de service est d'environ 17 900 \$ par année. »

L'une des priorités du SCFP est de faire pression en faveur de meilleurs régimes de retraite pour tous les Canadiens. En collaboration avec le Congrès du travail du

volonté nécessaire, nous pouvons commencer dès maintenant à redresser la situation. »

L'une des premières étapes sera de bonifier le Régime de pensions du Canada (RPC) pour aider les Canadiens à épargner davantage. Un RPC élargi améliorerait les prestations pour les 93 pour cent de Canadiens qui cotisent au régime et ne pénaliserait pas les travailleurs qui changent d'emploi. Au Québec, il s'agit d'ajuster de façon similaire le rôle de la Régie des rentes du Québec.

« Mais surtout, le RPC est sûr, facile et fiable, poursuit M. Moist. Les coûts de gestion et d'administration sont minimes par rapport à ceux qu'exigent les sociétés de fonds mutuels. Et le RPC est garanti jusqu'en 2085, longtemps après que la vague

Des premiers pas positifs en faveur des pensions

Au moment d'aller sous presse, Jim Flaherty et Dwight Duncan, respectivement ministres des Finances du Canada et de l'Ontario, ont tous deux vanté les mérites du Régime de pensions du Canada (RPC) et l'ont qualifié de système de retraite sûr, transférable et bien géré. Les ministres reconnaissent que l'État a un rôle de premier plan à jouer dans la sécurité à la retraite des Canadiens et que l'expansion du RPC est le meilleur moyen pour y parvenir.

À l'heure actuelle, le RPC ne donne qu'entre 6 000 \$ et 11 000 \$ par année. Le SCFP recommande que les prestations augmentent jusqu'à concurrence de 22 000 \$ par année.

Un sondage révèle un solide appui aux travailleurs de la santé

70 pour cent des répondants craignent que la pénurie de travailleurs de la santé ne s'aggrave si leur convention collective n'est pas bonifiée.



PAR BETH SMILLIE

Un nouveau sondage montre que les travailleurs de la santé jouissent d'un appui solide dans le conflit de travail qui les oppose au gouvernement de la Saskatchewan et aux employeurs du secteur de la santé.

Le sondage Viewpoints Research commandé par le SCFP et deux syndicats partenaires révèle que 61 pour cent des résidents de la Saskatchewan

soutiennent les travailleurs de la santé, contre 22 pour cent seulement pour le gouvernement et les employeurs de la santé.

Le sondage montre également que 70 pour cent des répondants craignent que la pénurie de travailleurs de la santé ne s'aggrave si leur convention collective n'est pas bonifiée.

Les 25 000 travailleurs de la santé de la Saskatchewan sont sans contrat de travail depuis

plus de deux ans. Ils incluent les aides aux besoins spéciaux, les infirmières auxiliaires autorisées, le personnel des services de l'alimentation, de la blanchisserie, de l'entretien et des activités, de la maintenance, du travail de bureau et de l'urgence médicale, les technologues de la thérapie et du diagnostic et le personnel des loisirs.

Scènes de la vie syndicale



Les 25 000 travailleurs de la santé de la Saskatchewan sont sans convention collective depuis plus de deux ans. Des milliers d'entre eux ont manifesté devant la législature.

Colombie-Britannique

Les sections locales du SCFP du secteur de la maternelle à la 12^e année ont signifié un avis de négociation aux employeurs pour le 1^{er} juin et beaucoup de sections locales d'universités ont envoyé leur avis le 31 mars. Les deux secteurs collaborent étroitement et mènent des campagnes de sensibilisation. Quant aux travailleurs des services sociaux communautaires du SCFP, ils ont amorcé les négociations par l'entremise de leur association de négociation le 13 mai.

Le SCFP a remporté une importante victoire dans sa lutte pour un système public de traitement des égouts dans le Grand Victoria lorsque les élus locaux ont voté en faveur d'une exploitation entièrement publique. Dans le secteur municipal, les sections locales du SCFP ont poursuivi leur lutte contre la sous-traitance, notamment dans les arénas communautaires où certaines municipalités tentent de retenir les services d'entreprises alimentaires privées. Les tentatives de « privatisation par la porte arrière » de sociétés comme Catalyst Paper, qui a conclu une entente avec Powell River pour traiter les eaux usées de la municipalité et se faire payer suffisamment cher pour couvrir son fardeau fiscal, sont aussi préoccupantes.

Entre-temps, le gouvernement de la Colombie-Britannique continue de s'en prendre aux

services ambulanciers publics en éliminant l'équivalent de 36 ambulanciers paramédicaux à temps plein de la section locale 873 du SCFP et de 14 ambulances dans la région du Grand Vancouver, même si l'on prévoit qu'il y aura 29 000 appels 911 de plus au cours de la prochaine année.

scfp.ca/colombie-britannique

Alberta

Avec la course pour remplacer le maire de Calgary Dave Bronconnier qui s'amorce, la section locale 38 du SCFP (cols blancs de Calgary) se lance dans la mêlée.

« Un candidat a clairement affirmé qu'il vendra les services publics s'il devient maire, a souligné Peter Marsden, président de la section locale 38 du SCFP. Nos membres ont à cœur les services publics qu'ils fournissent et veulent les préserver afin que tous les Calgariens puissent en profiter. »

La section locale a lancé une campagne de publicité radio destinée à soulever les enjeux et à inciter les défenseurs des services publics à jouer un rôle actif dans les élections municipales, qui doivent avoir lieu le 18 octobre.

Toutefois, la section locale 38 du SCFP n'est pas la seule à se lancer dans la course électorale municipale. D'autres sections locales de Calgary (dans le cadre de la Coalition municipale de Calgary) s'intéressent activement aux élections. À Edmonton, les

sections locales 474 et 3550 du SCFP travaillent toutes deux à faire élire de meilleurs conseillers dans les écoles publiques (Tina Jardine, ancienne présidente de la section locale 3550 du SCFP, est candidate) et à Red Deer, Dianne Wyntjes, directrice régionale de l'Alberta, cherche à se faire élire au conseil municipal.

scfp.ca/alberta

Saskatchewan

Une campagne menée par les travailleurs des écoles de la Saskatchewan, membres du SCFP, pour empêcher l'élimination de postes d'aides à l'enseignement prend de l'ampleur. Le plan controversé du gouvernement propose d'éliminer 75 pour cent des postes d'aides à l'éducation (AE) de la province d'ici sept ans, à mesure qu'il mettra en place un nouveau modèle pour les élèves en difficulté. La proposition fait appel à moins d'aides à l'éducation dans la classe, mais à plus de professionnels comme des psychologues et des travailleurs sociaux dans le système scolaire.

La hausse du nombre de professionnels améliorera l'accès, mais rien ne remplace les AE, qui travaillent chaque jour avec les élèves, dans la classe. Le mois dernier, le ministère de l'Éducation a demandé une rencontre avec le Comité de direction des travailleurs de l'éducation du SCFP, après que le syndicat eut organisé un forum public à Regina et distribué un

dépliant à 40 000 ménages.

C'est bien la première fois que le Saskatchewan Party veut rencontrer le SCFP!

scfp.ca/saskatchewan

Manitoba

Les militants du SCFP ont reçu l'assurance que la propriété, le financement et l'exploitation des systèmes municipaux des eaux de Winnipeg resteront publics. Le gouvernement du Manitoba a assuré au SCFP qu'il n'avait aucune intention de permettre la privatisation de l'approvisionnement en eau de Winnipeg, peu importe les circonstances.

On ne peut malheureusement pas en dire autant des usines d'épuration des égouts de la ville. Le conseil municipal de Winnipeg a voté en faveur d'une entente de 30 ans qui accorde à la multinationale des eaux Veolia une participation à la gestion et à l'exploitation de deux usines de traitement des égouts.

Plusieurs considèrent l'entente, entourée de secrets, comme un PPP déguisé.

Le conseil municipal a approuvé le contrat, même si ni les conseillers, ni le public n'ont pu prendre connaissance des détails. Le SCFP et d'autres groupes de citoyens ont critiqué la mesure de privatisation et mis en lumière le piètre dossier environnemental et social de Veolia dans d'autres collectivités.

scfp.ca/manitoba



Le Front commun représentant les syndicats des secteurs public et parapublic, a rassemblé 75 000 personnes dans le cadre d'une immense manifestation tenue au centre-ville de Montréal pour faire valoir les demandes de ses membres.

Ontario

Partout dans la province, les membres du SCFP sont aux prises avec un gouvernement et des employeurs déterminés à invoquer les difficultés économiques pour soutirer des concessions aux travailleurs.

Malgré ce climat morose, les membres du SCFP et les dirigeants de leurs sections locales n'abandonnent pas les communautés. Partout en Ontario, les membres s'organisent, s'expriment et avancent.

Au début d'avril, à Windsor, des centaines de citoyens inquiets ont participé à un forum public organisé par le SCFP, le conseil du travail et le Conseil des Canadiens. Les orateurs, dont le président national du SCFP Paul Moist, ont discuté de l'orientation prise par le maire antisyndical Eddie Francis.

De grandes campagnes menées dans presque tous les secteurs continuent à susciter l'intérêt. Une tournée sur les appels d'offres concurrentielles dans le secteur des soins à domicile a attiré les gens partout où elle s'est arrêtée.

scfp.ca/ontario

Québec

Au moment d'aller sous presse, les négociations se poursuivent toujours entre le gouvernement Charest et les syndicats des secteurs public et parapublic, dont le SCFP. Les discussions se sont prolongées au-delà de la date butoir du 31

mars. Le 20 avril, les organisations syndicales ont toutefois demandé l'intervention d'un médiateur.

Le Front commun syndical représente 475 000 salariés. Il revendique un contrat de travail d'une durée de trois ans comportant des augmentations de salaire annuelles de 3,75 pour cent. Le 20 mars, au centre-ville de Montréal, il a tenu une manifestation monstre de 75 000 personnes en appui à ses revendications.

scfp.ca/quebec

Nouveau-Brunswick

Après des mois de rassemblements et de manifestations devant la législature du Nouveau-Brunswick, le gouvernement a fini par reculer et a renoncé à la vente d'Énergie NB à Hydro-Québec. Les membres du SCFP de toute la province ont activement participé au lobbying contre la vente de cet actif public du Nouveau-Brunswick. C'est une grande victoire pour les militants syndicaux et communautaires qui ont travaillé ensemble à empêcher la vente d'Énergie NB. La campagne « Non à la vente d'Énergie NB » est un exemple parfait de ce que peuvent faire les syndicats pour mobiliser les membres à agir dans des enjeux d'importance.

scfp.ca/nouveau-brunswick

Île-du-Prince-Édouard

Le SCFP-Î.-P.-É. a organisé son tout premier sommet sur les salaires en mars dernier. L'activité a contribué à sensibiliser

les membres au droit à la libre négociation collective et à l'importance d'une riposte collective contre la vague de politiques de gel salarial. Les membres sont sortis du sommet armés d'un plan d'action qui comprend la collaboration avec nos alliés du monde syndical pour repousser toute tentative de gel des salaires dans le secteur public.

scfp.ca/ipe

Nouvelle-Écosse

Darrell Dexter, premier ministre de la Nouvelle-Écosse, a profité du congrès de la division du SCFP-Nouvelle-Écosse pour annoncer que son gouvernement interdira l'achat d'eau embouteillée par les établissements provinciaux qui ont accès à de l'eau potable. La Nouvelle-Écosse devient ainsi la première province à adopter une telle mesure.

Plus de 200 délégués et invités du congrès, dont les deux dirigeants nationaux, se sont joints à des citoyens de Sydney pour souligner le 28 avril, Jour national de deuil. L'événement a eu lieu à la Whitney Pier Legion – tout près des étangs de goudron de Sydney, de triste réputation.

scfp.ca/nouvelle-ecosse

Terre-Neuve-et-Labrador

Le SCFP-T.-N.-L. a modifié ses statuts pour assurer la représentation des femmes à son conseil exécutif. La modification prévoit que si un homme est élu président, la vice-présidence doit

revenir à une femme et vice-versa. Elle stipule également qu'au moins un des trois dirigeants de l'exécutif doit être une femme.

Dans leur grève de 10 mois contre Vale-Inco, les Métallos du Labrador ont reçu un coup de pouce de 25 000 \$ de leur syndicat affilié, le SCFP. En effet, les délégués au congrès du SCFP-T.-N.-L. à Corner Brook ont puisé dans leur portefeuille et les sections locales ont promis 12 855 \$ aux grévistes. Le président national Paul Moist, qui assistait au congrès, a promis d'apparier ce montant, ce qui l'amène à 25 000 \$.

scfp.ca/terre-neuve

Syndicat des employés d'hôpitaux

Selon le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), les régies de la santé de la Colombie-Britannique auront de la difficulté à maintenir le niveau des services à la population cette année, compte tenu du manque chronique de financement.

Le financement prévu dans le budget provincial du 2 mars couvre à peine les compressions de 360 millions de dollars que les régies ont dû faire dans les services au cours de la dernière année.

Depuis 2001, la Colombie-Britannique est passée du deuxième au huitième rang parmi les provinces canadiennes pour son appui aux soins de santé par habitant.

heu.org



John Swansburg

Liz Paris, devant le cinéma Roseland, où Viola Desmond a écrit une page d'histoire en 1946.

Une militante du SCFP lutte contre le racisme

PAR JOHN McCracken

Liz Paris, vice-présidente à l'égalité du SCFP-Nouvelle-Écosse, croit que le pardon accordé par le gouvernement Dexter à Viola Desmond, faussement accusée en 1946 pour des motifs racistes, a beaucoup tardé. Il est néanmoins accueilli avec joie par tous les Afro-Néo-Écossais.

M^{me} Paris, travailleuse d'un foyer de soins infirmiers de la ville de New Glasgow, où l'incident maintenant tristement célèbre a eu lieu, est une cousine lointaine de Viola Desmond du côté de son grand-père, John Jack Desmond.

La famille s'est installée dans le comté de Guysborough comme loyalistes de l'Empire. Plus récemment, la famille Paris est mieux connue pour le rassemblement qu'elle organise chaque année le 21 mars, « Run Against Racism » (Course contre le racisme), dans le comté de Pictou.

Le 8 novembre 1946, Viola Desmond a refusé de s'asseoir au balcon réservé aux noirs dans le cinéma Roseland Theatre de New Glasgow. Elle a plutôt pris place

au parterre, où seuls les blancs avaient le droit s'asseoir. Après avoir été évincée du cinéma et arrêtée, M^{me} Desmond a finalement été trouvée coupable de n'avoir pas payé la différence d'un cent dans le montant de la taxe de son billet au balcon par rapport au prix du billet du parterre. Elle a reçu une amende de 20 \$ et a dû acquitter les frais de cour de six dollars. Elle a payé l'amende mais a décidé de contester les frais de cour devant les tribunaux.

Au cours de procès subséquents, le gouvernement a soutenu mordicus qu'il s'agissait d'évasion fiscale. Pour son soi-disant crime d'évasion fiscale, elle a été expulsée d'un cinéma, jetée en prison pour la nuit, jugée sans avocat et condamnée à payer l'amende.

Liz Paris croit que la mesure prise par le gouvernement Dexter accordera à Viola Desmond la place qui lui revient dans l'histoire. Mais elle avertit qu'il reste beaucoup à faire pour contrer le racisme, notamment dans le système scolaire et aussi dans l'ensemble de la communauté.

Le conseil exécutif national en bref, réunion de juin

Invité spécial – Chef national Shawn-A-In-Chut Atleo

Le Conseil a eu l'honneur de recevoir le chef national de l'Assemblée des Premières Nations. Le chef Atleo a fait part aux membres de sa vision en matière d'éducation, qu'il veut rendre accessible à toutes les communautés autochtones pour leur permettre de sortir de la pauvreté. Il a dit vouloir travailler avec le SCFP, puisque selon lui, nous partageons des valeurs fondamentales de justice, de respect et de solidarité. Nous lui avons parlé de notre engagement mutuel à l'égard de l'environnement, de l'éducation et de la prévention de la violence contre les femmes. Nous serons heureux de collaborer à de nombreux projets avec l'Assemblée des Premières Nations.

Solidarité avec les syndicats haïtiens

Le confrère Claude Généreux a présenté un rapport très émouvant sur son séjour à Haïti, effectué du 30 avril au 6 mai 2010. Il y décrit la dévastation qui règne même des mois après le tremblement de terre : près de deux millions de personnes toujours sans abri, le manque de nourriture et d'eau et des femmes et des enfants particulièrement vulnérables. Il a aussi rendu compte de l'espoir que fait jaillir l'appui de leur syndicat et sa vision pour la reconstruction du pays. Nous nous sommes engagés à travailler avec notre syndicat affilié (Confédération des travailleurs des secteurs public et privé) pour répondre et aider selon

des principes de solidarité (et non de charité), de dignité et de respect à l'égard de nos consœurs et confrères haïtiens.

Résolution du Conseil – Appel à l'instauration d'une taxe bancaire et d'une taxe sur les transactions financières

Le Conseil exécutif national a adopté une résolution engageant le SCFP à faire campagne pour l'imposition de nouvelles taxes sur les transactions aux industries bancaire et financière.

Le Conseil s'est aussi engagé à sensibiliser les membres à la nécessité d'une fiscalité plus équitable et d'une réglementation plus stricte des secteurs financier et bancaire.

Climat économique pour les négociations – L'alambique grecque : encore toxique

Dans le sillage de la crise financière émerge un alarmisme croissant à l'égard de la crise de la dette publique qui secoue la Grèce et d'autres pays d'Europe. Les inquiétudes sont exacerbées – et pour cause. Elles sont utilisées pour justifier des réductions dans les dépenses publiques, des réformes structurelles et des augmentations de l'âge de retraite, des mesures mijotées depuis longtemps. Ici au Canada, nous devons rester vigilants pour empêcher ces stratagèmes de prendre racine chez nous.

Pour en savoir plus, consultez le rapport trimestriel à www.scfp.ca.

Tweets pour la justice

PAR COLLEEN REYNOLDS

Le 11 mai, le SCFP a participé au tout premier Tweet-In sur la Colline du Parlement. Le Tweet-In pour la Colombie a connu un immense succès avec 25 personnes du monde syndical qui assistaient aux audiences du comité permanent du commerce pour entendre les témoins au sujet du projet de loi C-2 sur l'Accord de libre-échange (ALE) Canada-Colombie.

Avec nos alliés qui s'opposent

à l'accord controversé, nous avons atteint 25 000 personnes et fait de l'ALE Canada-Colombie le deuxième sujet tendance Twitter pendant l'événement. L'efficace lobbying électronique a empêché les conservateurs de Stephen Harper d'étouffer le débat sur l'accord.

Twitter permet d'envoyer des messages (tweet) pouvant contenir jusqu'à 140 caractères. Par exemple, chaque fois qu'un article est affiché sur la page d'accueil de

scfp.ca, nous « tweetons » une légende proposant un lien avec cet article.

L'un des avantages de Twitter est la possibilité de créer des « communautés » de personnes intéressées par les mêmes sujets. Twitter nous permet aussi de « retweeter » les messages envoyés par d'autres, ce qui est un immense avantage lorsque l'on tente de faire monter rapidement le nombre de personnes intéressées

par un enjeu ou un événement. En somme, chaque tweet devient une partie de la conversation.

Le compte Twitter du SCFP est [cupenat](https://twitter.com/cupenat) et, si l'on en juge par le succès du premier Tweet-In, le SCFP fait partie de nombreuses « conversations » importantes. Twitter est un outil précieux de communication dans nos campagnes d'action.

Joignez-vous au flux Twitter à twitter.com/cupenat.

Journées à célébrer

Juin

La Journée nationale des Autochtones, le 21 juin, est une journée de célébrations au cours de laquelle toutes les nations du Canada reconnaissent les importantes contributions apportées au pays par les Premiers Peuples (Premières Nations, Métis et Inuit). Bien que le 21 juin soit une journée de réjouissances, nous ne devons pas oublier que les gouvernements et les intérêts commerciaux qu'ils servent font semblant de ne pas voir les déplorables conditions dans lesquelles vivent les Premiers Peuples. Les communautés des Premiers Peuples de tout le Canada organisent présentement des moyens d'action visant à sensibiliser davantage les Canadiens à ces enjeux.

scfp.ca/autochtones



Fierté estivale

Le SCFP est déterminé à lutter contre l'injustice et à assurer l'égalité pour tous ses membres, sans égard au sexe, à la race, à l'origine ethnique, aux handicaps ou à l'orientation sexuelle. Cet été, la communauté des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenre (LGBT) montrera sa fierté d'un bout à l'autre du pays.

Fête du Travail

La fête du Travail donne l'occasion aux travailleurs et à leurs employeurs de prendre un moment et de réfléchir au chemin parcouru et à ce qu'il reste à faire pour continuer d'avancer. Malgré tout le travail que nous avons accompli ensemble et malgré tous les progrès réalisés, les travailleurs doivent toujours lutter pour protéger des valeurs démocratiques, des traditions et des institutions fondamentales. Le 6 septembre, jour de la fête du Travail, communiquez avec votre section locale du SCFP pour savoir comment vous pouvez participer aux célébrations.



David Smiley

Rahul Singh sur la liste des 100 personnes les plus influentes au monde

PAR PAT DALEY

Rahul Singh, un ambulancier paramédical de Toronto, est l'une des 100 personnes qui ont le plus influencé le monde, selon le magazine *Time*.

« Cet honneur ne m'est pas destiné, affirme le fondateur de GlobalMedic, il est pour l'équipe. »

M. Singh, membre depuis huit ans de la section locale 416 du SCFP, a fondé GlobalMedic en 1998. Les membres de son équipe ont fait partie des premiers répondants sur place après qu'Haïti eut été frappé par un tremblement de terre dévastateur. Un essai rédigé par le premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive qui

rend hommage à Rahul Singh et à GlobalMedic sera publié dans le magazine *Time*.

GlobalMedic est formé d'ambulanciers paramédicaux, de policiers et de pompiers qui fournissent des services de secours et de purification d'eau dans les endroits touchés par une catastrophe, et qui peuvent aussi offrir de la formation. Des équipes se sont par exemple rendues en Irak et au Sri Lanka à la demande des Nations Unies pour former des ambulanciers dans le cadre de projets comme le retrait de mines terrestres.

« Les ambulanciers paramédicaux sont au cœur de l'organisa-

tion parce que, grâce à leur expérience médicale, il est plus facile de les former en secours et purification d'eau », a déclaré M. Singh, en soulignant que beaucoup des bénévoles de GlobalMedic en Ontario sont membres du SCFP. « En fait, il s'agit d'une autre forme de militantisme pour la justice sociale habituellement accompli par les syndicats. Les membres sont toujours là pour aider des gens qui, sans leur aide, risquent de mourir. »

Pour les membres du SCFP qui aimeraient appuyer l'organisation, M. Singh suggère de diriger les dons de Centraide à GlobalMedic. globalmedic.ca

On célèbre 10 années d'alphabétisation au travail

PAR CATHERINE LOULI

La Journée internationale de l'alphabétisation est le 8 septembre et depuis longtemps, le SCFP joue un rôle direct dans l'alphabétisation au travail, notamment par l'entremise de son programme national d'alphabétisation instauré en 2000. Cette année, nous célébrons 10 années de militantisme en alphabétisation au SCFP. L'alphabétisation est un enjeu syndical depuis de nombreuses années, un enjeu qui s'inscrit dans la lutte pour les droits des travailleurs. Aujourd'hui, il touche toujours autant les travailleurs – quatre Canadiens sur 10 en âge de travailler ne possèdent

pas les compétences en alphabétisation dont ils ont besoin pour répondre aux exigences croissantes du monde d'aujourd'hui. Depuis 10 ans, des milliers de membres du SCFP ont participé aux programmes d'alphabétisation au travail partout au pays.

L'alphabétisation dépasse la lecture et l'écriture. Pour garder leur emploi, les travailleurs doivent de plus en plus savoir se servir d'un ordinateur, comprendre les nouvelles technologies et être au courant de nouvelles normes de qualité et de sécurité. En général, ces besoins ne sont pas comblés. « Avec son programme de compé-

tences au travail, notre syndicat ne se limite pas aux négociations et aux services, affirme le président national du SCFP Paul Moist. Le programme rend le syndicat pertinent pour un plus grand nombre de personnes et le renforce en général. »

Le programme d'alphabétisation du SCFP a maintenu deux objectifs au fil des ans. Le premier est la création de possibilités d'apprentissage pour les travailleurs et le deuxième est une plus grande accessibilité des syndicats et des lieux de travail grâce au langage clair.

scfp.ca/alphabétisation

La taxe Robin des Bois – une idée qui a fait son chemin



TPS



TTF

Les Canadiens paient des taxes sur la plupart des choses qu'ils achètent. Nous n'avons rien contre ce principe. L'argent sert à financer d'importants services publics sur lesquels nous comptons et dont nous profitons tous. Mais lorsque les banques, les courtiers et les spéculateurs achètent et vendent des produits financiers au Canada, ils ne paient pas un sou de taxe sur ces transactions. Une minuscule taxe de 0,05 pour cent – à peine 500 dollars sur une transaction de 1 million de dollars – pourrait permettre de récolter 500 milliards de dollars par année dans le monde. Cet argent pourrait servir à mieux régler les finances mondiales, à aider les plus pauvres du monde et à lutter contre les changements climatiques.

PAR TOBY SANGER

Le premier ministre Stephen Harper et le ministre des Finances Jim Flaherty continuent à bloquer les efforts destinés à obliger les banques à assumer une partie des coûts de l'effondrement économique mondial.

Le Canada sera l'hôte des grandes puissances mondiales du G20 à Toronto à la fin de juin, et messieurs Harper et Flaherty font tout ce qu'ils peuvent pour faire dérailler les pourparlers internationaux afin d'en arriver à une entente sur une forme de nouvelle taxe qui serait imposée aux banques et au secteur financier.

La plupart des autres grands leaders mondiaux – dont le président Obama et les dirigeants de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni – se sont prononcés en faveur de nouvelles taxes ou de nouveaux prélèvements à imposer aux banques et au monde des finances. Ces taxes aideraient à absorber une partie des coûts de la crise financière, en plus d'en empêcher une autre de se produire.

De nombreux pays sont déjà dotés de taxes comme celles-ci,

mais elles ont plutôt tendance à être petites et limitées. Parce que le monde de la finance est si mobile, il est essentiel d'obtenir un accord international pour mettre en place une taxe plus efficace.

Il y a quelques propositions sur la table, dont la plus populaire a été baptisée « taxe Robin des bois ». Ce serait une très petite taxe sur les transactions financières – seulement 0,05 pour cent, ou 500 dollars sur une transaction de 1 million de dollars – mais parce que des billions de dollars sont échangés chaque jour par les banques et les spéculateurs, elle pourrait rapporter autour de 500 milliards de dollars par année ou plus dans le monde.

La moitié de la taxe Robin des bois irait aux besoins nationaux de chaque pays, un quart serait consacré à la lutte contre la pauvreté et le dernier quart servirait à lutter contre les changements climatiques. Les groupes environnementaux comme la Fondation David Suzuki et de nombreuses organisations d'aide internationale appuient fortement cette taxe – y compris les membres du SCFP au service d'Oxfam qui

mènent la campagne en sa faveur.

De nombreux économistes de renom appuient aussi ce type de taxe, dont les lauréats des prix Nobel Joseph Stiglitz, Paul Krugman, James Tobin et beaucoup d'autres. L'idée fait son chemin depuis les années 1930, lorsque John Maynard Keynes, le plus grand économiste du XX^e siècle, a proposé une taxe sur les transactions financières pour réduire la spéculation.

Beaucoup de gens croient que l'industrie de la finance doit être contrôlée, tant par des règlements plus stricts que par des taxes plus élevées. Messieurs Harper et Flaherty font obstruction à une entente mondiale sur cette taxe parce qu'ils soutiennent qu'il serait injuste de « pénaliser » les banques canadiennes en leur imposant des taxes plus élevées.

Leur gouvernement préfère obliger les travailleurs du secteur public et les Canadiens ordinaires à assumer les coûts de la crise financière par des compressions dans les services publics et des gels salariaux.

Est-ce vraiment juste?

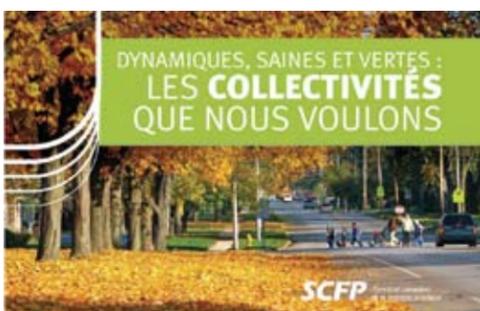
Voyez d'excellentes vidéos et d'autres documents :

taxerobindesbois.ca

makefinancework.org/fr

pes.org

oxfamfrance.org



Les collectivités que nous voulons

En mai, le SCFP est allé présenter sa vision pour des communautés dynamiques, en santé et vertes à la conférence annuelle de la Fédération canadienne des municipalités (FCM). La délégation du SCFP a pris part aux plénières, aux ateliers et aux activités sociales, en plus de distribuer de l'information aux élus municipaux. La documentation du SCFP explique le rôle essentiel joué par les services publics, les emplois verts, des régimes de retraite bonifiés et une solide démocratie locale dans l'édification des communautés que nous voulons tous. Téléchargez les documents du SCFP destinés à la FCM à : scfp.ca/fcm